



**opinion**  
INTERNATIONALE  
S'INFORMER POUR S'ENGAGER

---

## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : QUEL PROJET FEDERATEUR POUR UNE PAIX DURABLE ?

*En ce 29 mars 2014, 55 ans après le décès du père fondateur de la République centrafricaine, Barthélemy Boganda, à l'initiative de l'Institut de Recherche et d'Etudes Africaines (IREA-Maison de l'Afrique) et de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE), en partenariat avec le site d'information Opinion Internationale, et avec le soutien de la diaspora centrafricaine, se sont réunis, à l'IREA-Maison de l'Afrique, 200 participants issus des mondes académiques, associatifs, politiques et institutionnels autour des pistes à proposer pour un « projet fédérateur pour une paix durable ».*

\*\*\*\*\*

La RCA est plongée dans une situation de crise politique, sociale, institutionnelle, sécuritaire et économique sans précédent. Cette crise s'inscrit dans le prolongement d'une série de crises permanentes, caractérisées par une succession de coups d'Etat et de rebellions, qui ont obéré son développement depuis son indépendance.

Cette crise récurrente est caractérisée par la banalisation de la violence, l'inversion progressive des valeurs, qui mettent en danger le pacte social et politique, et l'absence d'une culture du dialogue entre centrafricains.

Ce douloureux constat est partagé par tous les observateurs et analystes : la parole politique n'est plus écoutée, en témoigne le retour à certaines pratiques mystiques et le repli sur des acteurs spirituels, qui en sortant de leurs rôles régulateurs, pour agir sur celui de l'action politique, témoignent du vide institutionnelle que l'incarnation de leur parole permet de juguler. C'est le cas d'une prise de parole des autorités religieuses (catholiques, musulmanes, protestantes).

Si les causes de la crise actuelle sont nombreuses et multiformes, celle-ci a essentiellement révélé l'extrême fragilité des institutions, l'effondrement de l'Etat et l'inexistence d'une armée nationale et de forces de sécurité intérieures (police et Gendarmerie). D'où le vide sécuritaire qui apparaît

manifeste. Et si l'action des forces de la MISCA et des Sangaris a rendu possible aujourd'hui le retour à une sécurité toute relative, les défis à relever pour le Gouvernement de transition demeurent considérables. Il s'agit à la fois de sortir le pays de la crise sécuritaire et de jeter les bases d'une véritable refondation politique, économique et sociale, et ce dans la perspective de l'horizon électoral de février 2015.

Face à la multiplicité de ces nombreux défis, et le risque d'un enlèvement durable, d'un nettoyage ethnique, qui demeure un risque notable, et surtout d'un possible embrasement à ne pas écarter, il est fondamental de bien définir et circonscrire les priorités stratégiques que doit engager le nouveau Gouvernement, ainsi que les mesures d'urgence à mettre en œuvre au plus vite. Car l'enjeu est majeur : il s'agit d'éviter que la Centrafrique ne devienne une véritable « zone grise », qui non seulement fragilisera durablement le cœur du continent mais conditionnera durablement la stabilité des Etats limitrophes (Cameroun, Tchad, Soudan et Soudan du Sud, RDC, Congo) et ceux issus du voisinage stratégique (Ouganda, Congo-Brazzaville, Gabon).

Si le gouvernement de transition échoue dans ses missions, la possibilité d'une sanctuarisation du territoire centrafricain par des mouvements et réseaux criminels transnationaux n'est pas à exclure. La présence sur le territoire centrafricain de plusieurs groupes armés est d'ailleurs déjà attesté depuis plusieurs années : combattants de l'Armée de Résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) aux frontières de l'Ouganda, combattants ayant migré du conflit au Darfour (notamment les mouvements Janjawid) à l'est de la RCA, et ceux issus des réseaux criminels dans la région jouxtant le Soudan et le Tchad, dite des « trois frontières » autour de Birao.

Au regard de l'ampleur de ces enjeux et de la profondeur de la crise, les solutions de replâtrage conduiraient inéluctablement à l'approfondissement de la crise. On ne soigne pas un cancer avec du sparadrap !

Il s'agit ainsi d'initier un nouveau départ fondé sur une approche courageuse, gagée sur une action globale et la mise en chantier urgente d'axes prioritaires, notamment dans le domaine humanitaire et des réformes politiques et économiques.

Les cinq chantiers prioritaires suivants imposent :

### **1. D'assurer la sécurité**

La sécurité est la priorité des priorités. Elle constitue la condition sine qua non sans laquelle il ne saurait y avoir ni normalisation ni développement pérenne. Il s'agit à la fois de combler le vide sécuritaire et de stabiliser le pays.

Deux urgences, dans ce contexte : la mise en place d'une mission de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) et la restructuration - réforme des forces de sécurité (RSS). L'enjeu étant, au bout du compte, d'accompagner les Centrafricains dans leur volonté d'auto-réappropriation de leur sécurité à travers la construction d'une nouvelle armée réellement nationale, caractérisée, entre autre, par sa vocation d'incarner la puissance régaliennne et normative d'une Nation et la défense des, citoyens, frontières et institutions d'un Etat.

## **2. Reconstruire l'Etat et garantir une gouvernance responsable et inclusive**

La reconstruction de l'Etat est indissociable de la mobilisation de l'ensemble de la société. D'où l'urgence de la mise en place d'un espace dédié au dialogue « inclusif » et « participatif » capable d'impliquer tout le tissu associatif et l'ensemble des forces vives et de faire émerger des propositions citoyennes.

Cette reconstruction pourrait se structurer autour des piliers suivants :

### La construction d'institutions solides et crédibles :

Il s'agit, en prenant en compte, les desideratas de chacun, de bâtir des institutions solides et suffisamment représentatives pour être endossées par les Centrafricains. L'approfondissement de la décentralisation pourrait favoriser un développement plus équilibré du territoire et engager enfin la réforme structurelle de l'Etat, une réforme indispensable afin de renforcer la capacité de l'Etat à assurer ses fonctions régaliennes et de lui permettre de remettre en fonctionnement les services requis pour ce faire (Cadastre, Recensement, Trésor public...);

### La reconstruction de l'administration :

La construction d'une paix durable dépendra, dans une large mesure, de l'efficacité des institutions administratives. Leur fonctionnement, organisation et objectifs sont à revoir. D'autant plus que l'Etat centrafricain s'est tout simplement effondré. Les progrès sur la voie de la paix demeureront fragiles et non durables sans reconstruction de l'administration.

Outre le renforcement des capacités des institutions de l'État, il s'agit de rétablir et de reconstruire la confiance entre les gouvernés et les gouvernants en retissant le lien distendu entre légitimité étatique et légalité institutionnelle et constitutionnelle. Le chantier principal à ce niveau étant l'organisation d'élections crédibles et transparentes.

### La refondation de la justice :

La chaîne pénale ne fonctionne plus. Le système et les infrastructures de base de la justice (civile, pénale, fiscale) sont quasi inopérants. La justice est donc à reconstruire de pied en cap. Des enquêtes indépendantes doivent être lancées à l'encontre des personnes soupçonnées d'exactions et un signal fort doit être lancé à l'endroit des responsables de crimes de sang et de crimes économiques. Cependant, étant donnée l'ampleur de la crise, d'autres mécanismes pour rendre justice doivent être également explorés.

### La tenue d'élections transparentes :

Les urgences suivantes sont à mentionner dans cette perspective :

La confortation du rôle et des moyens dédiées à l'Autorité nationale Indépendante (ANI) en charge des élections, l'élaboration d'un plan d'action, d'un budget et d'un calendrier réalistes, dont le préalable demeure le recensement des électeurs ;

### **3. Réconcilier les Centrafricains et promouvoir les valeurs du vivre ensemble**

Il n'y a pas de paix sans réconciliation. Il s'agit de remettre du sens au cœur de la société et de transcender les divisions d'hier pour avancer vers un avenir commun. La réconciliation suppose donc un dialogue ouvert à toute la société et ne saurait être le fait des seuls responsables politiques. Il s'agit d'un processus partagé par tout le monde qui doit inclure la recherche de la vérité, de la justice, du pardon etc. La réconciliation ne saurait être associée à la consécration de l'impunité.

Recréer un climat de confiance, retisser les liens sociaux, construire le dialogue entre ennemis d'hier constitue un défi immense qui demande un changement d'attitudes, un questionnement des préjugés et stéréotypés développés par les uns et les autres. Un tel processus demande du temps et ne saurait être ni précipité ni imposé. Il s'agit à la fois de redonner la parole à la société, de rebâtir du consensus autour des symboles communs, de faire revivre le sentiment d'allégeances communes et de promouvoir une diplomatie de proximité et d'apaisement.

Ce travail sur les « cœurs et les esprits » est fondamentale à la reconstruction de la confiance, à la remise en cohérence de la société autour d'un projet sociétal commun fondé sur le mieux vivre-ensemble.

### **4. Relancer l'économie pour rétablir la confiance**

Le prolongement de la crise récente et actuelle a contribué à fragiliser davantage le fragile terreau économique sur lequel la Centrafrique pouvait se prévaloir afin d'engager sa reconstruction. Il s'agit d'abord aujourd'hui de parer au plus pressé et de répondre aux urgences humanitaires : La RCA compte aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de déplacés à l'intérieur du pays et de réfugiés dans les pays voisins. Des programmes à la hauteur des urgences doivent être mis en place pour ces populations déplacées ou réfugiées afin de favoriser leur réinsertion dans la vie socio- économique.

Parallèlement, des réformes économiques structurelles doivent être mises en œuvre afin de créer les conditions d'une croissance durable et équitable, gage d'une paix pérenne. L'inclusion sociale ainsi que la sécurité alimentaire, dans un pays majoritairement rural et aux richesses agricoles considérables demeure une priorité nationale.

Trois autres priorités ne sont cependant pas à négliger :

#### L'équité salariale :

La transition ne peut réussir si l'Etat n'est pas en mesure de payer ses fonctionnaires. Le gouvernement de transition a besoin d'une aide budgétaire d'urgence afin de permettre au gouvernement de payer les fonctionnaires, de réactiver les services sociaux de base et de faire face aux défis liés à la crise ;

#### La lutte contre la corruption :

Il est urgent de mettre sur pied un mécanisme de gestion transparente des fonds liés à la reconstruction, à l'organisation des élections et aux principaux chantiers de la transition.

### L'égale répartition des richesses :

Il s'agit également, en s'appuyant sur une autre gestion des ressources locales minières, de garantir l'accès pour tous aux services sociaux de base (éducation, santé, accès à l'eau potable) et d'apporter des réponses aux cinq défis jadis lancés par Barthélémy Boganda aux Centrafricains : nourrir ;vêtir ; loger ; soigner ; instruire les Centrafricains.

### **5. Accompagner l'accomplissement de ces défis par la communauté internationale et à travers la solidarité régionale :**

La construction d'une paix durable en Centrafrique sera un processus complexe et dynamique, exigeant ténacité, courage et ressources dédiées.

Or, ce processus requière un accompagnement des pays voisins de la Centrafrique, notamment ceux impliqués dans le Groupe International et de Contact (GIC-RCA) et appartenant à la CEEAC et un soutien déterminé et sans faille de la communauté internationale.

Cet accompagnement est stratégique, notamment dans la mobilisation des soutiens politiques et des ressources nécessaires. Au moment où une prochaine Résolution, sous chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, devrait autoriser une opération de maintien de la paix (MINUSCA) qui sera la clef de l'accompagnement de la RCA par la communauté internationale, un effort particulier devra convaincre les contributeurs. Les Etats-Unis qui financent à hauteur de 26% les opérations de maintien de la paix, doivent être l'objet d'une attention particulière, pour convaincre le Congrès que cette opération multinationale est la seule solution sur le long terme.

\*\*\*\*

*Réunis, sous les auspices de l'IREA, de l'IPSE en partenariat avec Opinion internationale et les associations issues de la diaspora centrafricaine, en ce 29 mars 2014, les participants à ce Forum, ont décidé d'œuvrer et de médiatiser la réalisation de ces actions - aux côtés d'autres initiatives idoines, menées tant en RCA, en France, en Italie, qu'au niveau des OIG - à Bruxelles (UE), à Djeddab (OCI), à Addis-Abeba (UA) et à New York (ONU) - visant au même objectif, à la fois modeste mais crédible, c'est-à-dire, celui d'ancrer durablement la paix, la sécurité et la stabilité en Centrafrique et au cœur du continent africain.*